

En février 2022 Emmanuel Macron a annoncé de manière unilatérale, lors de son discours à Belfort, la relance du nucléaire en France, et la construction de nouveaux réacteurs. Le gouvernement souhaite construire les premiers réacteurs EPR2, alors que le chantier de Flamanville, débuté en 2007, est toujours en cours. Ainsi, le 27 octobre 2022, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) a lancé un débat public sur le projet de nouveaux réacteurs EPR, et plus globalement sur le projet de relance du nucléaire.

Le Réseau "Sortir du nucléaire", avait alors décidé de participer à ce débat, et notre porte-parole avait rappelé lors de la séance d'ouverture que nous avons accepté de participer à celui-ci car il nous semblait que **le but de la CNDP n'était pas de fournir un vernis d'acceptabilité sociale à un projet, mais réellement de questionner son opportunité**. Nous avons ainsi opté pour une participation critique à cette procédure, afin de ne pas laisser le terrain aux mensonges de l'industrie nucléaire, qui souhaite faire passer son programme comme solution pour la transition énergétique.

Cependant, malgré les multiples efforts et alertes des organisateur·ice·s du débat public, **le gouvernement s'est employé à saper le travail de consultation pour mieux faire passer en force son programme nucléaire**, en particulier à travers [le projet de loi d'accélération du nucléaire](#). Un projet de loi, soumis par le gouvernement au Parlement, qui vise à accélérer les procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires.

Par cette loi, le gouvernement espère gagner du temps sur les procédures administratives qui régulent la construction de nouveaux réacteurs. Tout cela pour respecter les délais intenable qu'il s'est lui-même fixé. Or, **les retards sur les chantiers des précédents réacteurs, notamment le chantier de Flamanville, ne sont pas liés à des questions de délais administratifs mais à de multiples incidents, défauts de soudures, et autres malfaçons**.

Les gains de temps escomptés dans le projet de loi seront de quelques mois, et ce au mépris de la libre administration des collectivités territoriales et en rabotant le droit à la participation du public et le droit de l'environnement.

Pire encore, le 24 janvier, le Sénat a voté en faveur de ce projet de loi, en y ajoutant un **amendement qui supprime l'objectif de réduction à 50 % la part du nucléaire dans le mix électrique** à horizon 2035. Anticipant le travail que doivent effectuer les député·e·s en juin lors de l'examen de la loi énergie climat, cet amendement n'a rien à faire dans ce texte.

Le calendrier de cette loi, ainsi que ces amendement, témoignent d'une vision antidémocratique, où le débat public est réduit au statut de pure formalité administrative. Le fait que cette loi soit examinée au Sénat en plein débat est clairement de nature à dissuader le public de s'y impliquer. Pourquoi s'investir dans un débat quand tout semble déjà décidé ?

D'autant que **ce débat public est resté confiné aux sphères déjà innitiées, malgré son enjeu national**, et la bonne volonté de ses organisateur·ices. Nous ne pouvons que constater le très faible écho médiatique pour des séances organisées dans des salles excentrées, aux jauges réduites. Les membres du gouvernement ont pourtant eu de nombreuses opportunités médiatiques pour parler de ce débat public en cours, et inciter le grand public à y participer.

Rien n'est fait pour que la population se sente impliquée et soit en mesure de s'appropriier pleinement un débat qui acte pourtant les choix énergétiques et économiques de la France sur des générations.

En définitive, la bonne question à se poser nous semble être : **le débat public peut-il être réduit au statut de pure formalité administrative ?** Le Réseau "Sortir du nucléaire" ne le pense pas : c'est un droit conquis grâce aux mobilisations citoyennes et consacré par la constitution et des traités internationaux. **Le mépris de ce droit nous est insupportable et a motivé notre départ de ce débat public**.

Nous nous opposerons notamment ici, en Auvergne-Rhône-Alpes, car si le gouvernement a d'ores et déjà décidé où implanter les deux premières paires d'EPR2 (Penly et Gravelines), les sites du Bugey (Ain) et ceux du Tricastin (Drôme) sont en « concurrence » pour accueillir la troisième paire. Il était donc important pour nous de montrer que **les habitant·es de la région, de Lyon, de Bourg-en-Bresse, de Montélimar et d'ailleurs se mobilisent face à la relance du nucléaire.**

Nous souhaitons également rappeler que :

Le nucléaire est une industrie polluante, capitaliste, centralisatrice, et néocoloniale qui ne répond ni aux enjeux climatiques et environnementaux, ni aux enjeux sociaux de notre époque.

L'urgence climatique nous impose de **déployer des solutions rapidement et financièrement accessibles**, à l'inverse de centrales nucléaires aux investissements financiers lourds, aux délais de constructions qui se chiffrent en dizaine d'années, et aux risques imprévisibles sur la gestion de ses déchets pour les générations futures.

Alors que nous nous acheminons vers un monde plus incertain, marqué par les phénomènes climatiques extrêmes, **l'urgence devrait être de tableur sur un système énergétique sobre, renouvelable et résilient**, pas sur la relance d'une technologie complexe, dangereuse, vulnérable aux aléas et productrice de déchets ingérables.

Nous apportons ainsi notre soutien aux collectifs et territoires en lutte contre les industries qui s'accaparent nos bien communs : que ce soit [à Bure contre le projet Cigéo](#) ou à Sainte-Soline contre les méga-bassines, ces projets relèvent d'un même système mortiphère, qui appartient au vieux monde. Mais face à lui nous maintenons l'opposition.

Nous serons au rendez-vous aux prochaines séances du débat public, aux côtés d'autres organisations, mais à l'endroit où la démocratie semble devoir encore et toujours trouver sa place pour se faire entendre : dans la contestation, devant les salles du débat public, contre l'adoption par le Sénat du projet de loi d'accélération du nucléaire, contre le choix dangereux de ce gouvernement. **Nous vous donnons rendez-vous à ces [mobilisations de Tours et Rouen](#).**